

Questions orales

situation et de décider des mesures à prendre au besoin dans la région par le gouvernement fédéral.

L'hon. Bill McKnight (ministre de la Défense nationale): Mon collègue le ministre de l'Environnement a donné au député un petit exposé sur la Constitution du Canada. Il est nécessaire que le gouvernement ontarien demande notre assistance par le biais de son service chargé des mesures d'urgence. Nous attendons d'être invités.

Le député devrait comprendre que la situation était un peu confuse au sujet de la demande du gouvernement ontarien—il a demandé de l'aide vendredi dernier pour retirer sa demande ensuite—mais jusqu'ici le gouvernement ontarien n'a pas présenté de demande d'assistance, ni à Protection civile Canada ni au ministère de la Défense nationale. Ce service et ce ministère dont j'ai la charge et tous les moyens du gouvernement du Canada sont disponibles. Nous aimerions fournir notre aide, et lorsqu'on nous le demandera nous agirons le plus rapidement et le plus efficacement possible.

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Environnement. Plus de 1 000 personnes se sont rencontrées hier à Hagersville pour bien nous faire comprendre que le temps presse. Le niveau phréatique est atteint. Des fumées cancérogènes volent dans l'air.

Pourquoi le ministre a-t-il attendu jusqu'à aujourd'hui pour offrir les services des Forces armées canadiennes même si on lui a demandé à deux reprises, la semaine dernière, de prendre des mesures immédiatement?

[*Français*]

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, nous sympathisons avec les gens de Hagersville. Nous comprenons très bien l'inquiétude qu'ils doivent éprouver devant les circonstances actuelles.

C'est la raison pour laquelle, dès la semaine dernière, des gens de mon ministère se sont rendus disponibles auprès de ceux qui combattent ce feu. Nous avons fourni des informations, de l'expertise en matière de prédictions des courants atmosphériques.

Dès vendredi, recevant une requête du gouvernement de l'Ontario, nous avons immédiatement répondu affirmativement et avons pris les moyens pour expédier du personnel de mon ministère, des experts et de l'équipement.

Toutefois, en fin d'après-midi vendredi, nous avons reçu une annulation de la requête. Ce matin, j'ai voulu vérifier auprès du ministre de l'Environnement de l'Ontario ce qu'il en était. Il m'a dit—and j'ai vu qu'il y avait des messages un peu confus de la part du gouvernement de l'Ontario—que nous pouvons maintenant envoyer l'équipe de techniciens et l'équipe d'experts.

J'ai ajouté ceci, monsieur le Président: que le gouvernement du Canada offrait au gouvernement de l'Ontario toutes ses ressources pour combattre ce feu. J'ai ajouté que j'avais l'autorisation du ministre de la Défense nationale pour lui offrir d'envoyer la troupe, et l'armée canadienne, pour combattre ce feu avec tout l'équipement requis.

[*Traduction*]

M. Steven W. Langdon (Essex—Windsor): Monsieur le Président, le gouvernement devrait avoir honte de tout rejeter sur la province de l'Ontario. Il doit assumer certaines responsabilités en tant que gouvernement central. Le ministre peut toujours trouver cela drôle, mais les gens d'Hagersville n'ont pas le cœur à rire.

Je demande au ministre qui a tellement fait peu de cas des questions jusqu'à maintenant. . .

M. le Président: C'est une affaire sérieuse. Je demande au député de poser sa question.

M. Langdon: Le ministre pourrait-il me dire combien de centaines d'autres grands dépôts de pneus menacent la vie des gens ailleurs au pays, des dépôts dont il ne s'est pas occupé?

[*Français*]

L'hon. Lucien Bouchard (ministre de l'Environnement): Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord répondre à la première partie de la question. Ce gouvernement respecte la Constitution, respecte les juridictions des provinces, et nous ne pouvons pas intervenir dans ce dossier, dans cette affaire, si la province de l'Ontario ne nous appelle pas. Nous avons tout fait ce que nous avons pu faire jusqu'à maintenant et nous attendons d'avoir des requêtes précises. Nous avons dit que nous sommes prêts à intervenir. La Défense nationale souhaite intervenir. Nous avons l'armée, nous avons l'équipement, nous avons ce qu'il faut. Nous voulons y aller, monsieur le Président, mais nous n'allons pas envahir l'Ontario avec l'Armée canadienne.

Deuxièmement, nous avons fait l'inventaire des sites fédéraux qui peuvent exister et nous savons que du côté des sites fédéraux, il n'y a pas de dépôts dangereux. Demain, à Toronto, nous avons une réunion des sous-